

Succès des partis libéraux et
recul des populistes aux élections
législatives en Estonie

Le Parti de la réforme (ER), libéral, dirigé par la Première ministre sortante Kaja Kallas, est sorti largement victorieux des élections législatives organisées le 5 mars en Estonie. Il a recueilli 31,24% des suffrages et remporté 37 sièges, soit + 3 par rapport aux précédentes élections du 3 mars 2019. Il a devancé le Parti conservateur populaire (EKRE), populiste de droite, conduit par Martin Helme, qui devient le deuxième parti du pays mais qui est en recul avec 16,05% des voix et 17 élus (- 2). Le Parti du centre (K), parti de gauche emmené par Juri Ratas, a pris la troisième place du scrutin mais il est également en recul avec 15,28% des suffrages et 16

députés (- 10). En recueillant 13,33% des voix, le parti Eesti 200, libéral, dirigé par Kristina Kallas, a remporté 14 élus. Le Parti social-démocrate (SDE), emmené par Lauri Läänemets, a obtenu 9,27% des suffrages et 9 sièges (- 1). Il a devancé Isamaa (I), parti chrétien-démocrate de Helir-Valdor Seeder, en recul : il a recueilli 8,21% des voix et remporté 8 sièges (- 4).

La participation, s'est élevée à 63,50%, soit quasiment équivalente à celle enregistrée lors des élections de mars 2019. Elle. Pour la première fois, plus de la moitié des Estoniens (50,97%) ont voté par internet.

Résultats des élections législatives du 5 mars 2023 en Estonie

Participation : 63,53%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti de la réforme (ER)	190 659	31,24	37
Parti conservateur populaire (EKRE)	97 959	16,05	17
Parti du centre (K)	93 243	15,28	16
Eesti 200	81 347	13,33	14
Parti social-démocrate (SDE)	56 578	9,27	9
Isamaa (I)	50 114	8,21	8
Parti de la gauche estonienne unifié-Ensemble	14 607	2,39	0
Parempoolsed (Ceux de droite)	14 035	2,30	0
Verts estoniens	5 889	0,96	0
Indépendants	5 887	0,96	0

Source : <https://rk2023.valimised.ee/et/election-result/index.html>

Élections législatives en Estonie

5 mars 2023

Kaja Kallas peut se réjouir du résultat. Après deux ans au pouvoir, la Première ministre sortante conserve la confiance de ses compatriotes. « *Les électeurs doivent choisir entre deux routes différentes. Nous soutenons un pays ouvert, amical, pro-européen et intelligent et nos principaux adversaires pensent que nous devons nous replier sur nous-mêmes, suivre notre seul intérêt et cesser d'aider l'Ukraine* » avait-elle déclaré la veille du scrutin. Elle peut également s'enorgueillir d'avoir obtenu 31 821 votes préférentiels sur son nom, un record dans l'histoire du pays. Elle a devancé le maire de Tallinn Mihhail Kolvart (K), qui a recueilli 14 598 suffrages préférentiels, et le conseiller municipal de Tallinn Kristen Michal (ER), qui en a obtenu 9 207.

La guerre en Ukraine a sans conteste pesé sur les élections. Pour de nombreux Estoniens dont le pays partage une frontière de près de 300 km avec la Russie, c'est « leur » guerre. Ils ont sans doute plus que d'autres Européens le sentiment qu'en défendant l'Ukraine, ils se battent pour leur propre pays et pour la démocratie. « *Les gens sont très préoccupés par les questions sécuritaires. Ils savent que même si la Russie perdait, elle reste dangereuse, menaçante et potentiellement agressive alors qu'elle est à nos portes* » a déclaré Tarmo Jüristo, fondateur de la Fondation citoyenne libérale (SALK).

Le 22 février, le Parlement a voté l'augmentation du budget de la défense de 2% à 3% du PIB. L'Estonie, qui a envoyé des missiles antichars à Kiev dès les premières semaines du conflit, est l'un des pays qui consacre la plus grande part de son PIB (plus de 1%) pour aider l'Ukraine. De même, c'est l'Etat européen qui a accueilli le plus grand nombre d'Ukrainiens par rapport à sa population (qui s'élève à 1,3 million de personnes) : environ 124 000 réfugiés depuis le 24 février 2022. 77 000 vivent toujours en Estonie.

La Première ministre avait également demandé à l'Union européenne d'imposer des sanctions à la Russie dès la reconnaissance par Vladimir Poutine des Républiques de Donetsk et de Lougansk. Les Estoniens apprécient particulièrement la gestion de la crise puis de la guerre entre Moscou et Kiev et le positionnement de partisane inconditionnelle de Kaja Kallas. « *La majorité des russophones sont politiquement passifs.*

Ils ne veulent pas s'exprimer sur la guerre. On observe également un fossé de générations entre les jeunes russophones, qui réagissent de plus en plus comme des Estoniens moyens, et les plus âgés. Ceux qui soutiennent activement la Russie sont très peu nombreux » a indiqué Kristi Raik, directrice adjointe du Centre international pour la défense et la sécurité, qui ajoute : « *Aucun parti pro-Poutine n'est en mesure de jouer un rôle dans ces élections législatives* ». « *La population russophone en Estonie n'est pas un groupe homogène* » a souligné Marek Tamm, historien, professeur d'histoire culturelle à l'université de Tallinn, qui affirme que, selon les enquêtes d'opinion, la moitié des russophones sont opposés à la guerre de la Russie en Ukraine. Seuls un quart y seraient favorables.

« *Le débat politique actuel transcende les lignes ethniques. Avant, la plupart des russophones votaient pour le Parti du centre, maintenant les gens se déterminent davantage en choisissant entre aspirations populistes et volonté de réforme* » a déclaré Tarmo Jüristo, qui précise que les jeunes électeurs se font de moins en moins les défenseurs des intérêts d'une communauté lorsqu'ils déposent leur bulletin dans l'urne. Les russophones représentent 28,50% des habitants d'Estonie.

Martin Helme, qui a répété qu'il fallait être plus conciliant avec la Russie et qui a fait campagne pour l'arrêt des livraisons d'armes à Kiev et l'arrêt de l'accueil des réfugiés ukrainiens et la baisse de l'immigration pour protéger les travailleurs estoniens, n'aura donc pas convaincu ses compatriotes, y compris les russophones. Le dirigeant populiste avait promis de baisser les factures d'énergie en cas de victoire. En vain. « *Les gens ont vraiment peur de l'avenir et les principaux partis, notamment ceux du gouvernement sortant, ne leur apportent aucune réponse* » a-t-il déclaré. Ses propositions n'auront pas non plus séduit les Estoniens.

En arrivant en troisième position, le Parti du centre a perdu son statut de premier opposant. Au Début mars 2022, il avait officiellement rompu le contrat de coopération qui le liait depuis 2004 à Russie unie (ER), le parti de Vladimir Poutine. Il avait condamné l'invasion

de l'Ukraine par les forces armées russes. « *Le Parti du centre ne possède plus l'image d'un parti de gauche classique et il n'est plus associé avec la politique russe. Il perd ainsi une partie de sa base électorale. Parmi les russophones, un tiers soutient l'Ukraine, un tiers est pro-Poutine et le dernier tiers a peur de s'exprimer* » analyse Tonis Saarts, professeur de science politique de l'université de Tallinn.

Agée de 45 ans, Kaja Kallas est diplômée en droit de l'université de Tartu et en économie de l'Estonian Business School. Elle est la fille de l'ancien président de la Banque centrale d'Estonie et ancien Premier ministre (2002-2005) Siim Kallas (ER). Après avoir exercé comme avocate, elle est élue en 2010 députée au Riigikogu et en 2014, députée européenne. En 2018, elle prend la tête du Parti de la réforme qu'elle mène à la victoire aux élections législatives du 3 mars 2019.

Kaja Kallas ne devient cependant Première ministre que deux ans plus tard, en janvier 2021, et elle est la première femme à occuper cette fonction en Estonie. Elle gouverne avec le Parti du centre avant, en juillet 2022, de former une nouvelle coalition qui rassemble, outre son parti, le Parti social-démocrate et Isamaa. Le 5 mars, Kaja Kallas a donc remporté une victoire qui devrait la conduire à conserver son poste de cheffe du gouvernement. Le Parti de la réforme pourrait former une coalition libérale en s'alliant à Eesti 200 et au Parti social-démocrate.

Le président de la République Alar Karis dispose désormais de quatorze jours pour désigner un candidat au poste de Premier ministre, lequel bénéficiera du même laps de temps pour former son gouvernement et obtenir la confiance du Parlement.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.